

Paris, le 22 mars 2010

A la fin de l'année 2009, je suis allé voir le Président de la République et le Premier ministre, pour leur dire que je souhaitais quitter le gouvernement et poursuivre les combats qui me tiennent à cœur, sous d'autres formes. L'un et l'autre m'ont donné leur accord et m'ont demandé de ne pas quitter le gouvernement avant le printemps et les élections régionales.

Ainsi, au cours des trois derniers mois, l'ouverture du revenu de solidarité active aux jeunes actifs de moins de vingt cinq ans a été adoptée par le Parlement, le chantier du service public de l'orientation a été engagé, de nouveaux programmes expérimentaux ont été lancés en faveur de la jeunesse. Tout récemment, la loi du 10 mars 2010, adoptée dans le plus large consensus, crée le service civique.

Je me suis efforcé de rester clair dans mes engagements et je suis reconnaissant au Président de la République et au Premier ministre d'avoir respecté ma singularité et mes convictions et d'avoir soutenu les projets que j'ai portés. Sans Nicolas Sarkozy, le revenu de solidarité active n'aurait jamais été créé et financé et le service civique n'aurait pas vu le jour. Ceux qui bénéficient de ces avancées peuvent lui en être redevables. Je lui sais gré de m'avoir permis de servir mon pays pour mettre en place des réformes auxquelles j'ai toujours cru et pour lesquelles je me suis battu depuis plusieurs années.

La fixation d'objectifs de réduction de la pauvreté, la création du revenu de solidarité active, la mise en place d'une politique transversale pour la jeunesse, la création d'un service civique volontaire, le lancement de programmes expérimentaux de grande ampleur dans le champ social : toutes ces mesures figurent dans « *la nouvelle équation sociale* », le rapport de la commission que j'ai présidée au début de l'année 2005 et qui a rassemblé des parlementaires de droite et de gauche, les partenaires sociaux, des associations et des représentants des collectivités territoriales.

Ce sont ces propositions qui ont justifié mon entrée au gouvernement en mai 2007 et le Président de la République a tenu les engagements pris à ce moment là, dans un contexte difficile.

Je suis persuadé qu'on peut, en fidélité à ses convictions et avec loyauté, faire avancer les mêmes idées en exerçant des responsabilités associatives ou des responsabilités publiques, comme haut fonctionnaire ou comme membre du gouvernement.

J'ai proposé au Président de la République et au Premier ministre de continuer à m'occuper du service civique et de sa montée en charge, de poursuivre les programmes expérimentaux en leur donnant une dimension européenne et de lancer des projets innovants dans le domaine du « social business », en partenariat avec des entreprises prêtes à s'engager, en France comme dans d'autre pays.

L'agence du service civique devrait être créée dans le courant du mois de mai et j'en assurerai dès maintenant la préfiguration avant d'en prendre la présidence.

Pour réduire la pauvreté, pour que le revenu de solidarité active produise tous ses effets, pour que les effets pervers qui subsistent encore dans l'articulation des différentes aides et leur conciliation avec les revenus du travail, soient éliminés, pour que la jeunesse soit mieux reconnue et puisse tenir toute sa place dans la société, pour que le service civique se déploie, pour que les expérimentations conclusives soient le fondement de réformes réussies, pour que l'implication des entreprises soient réelle dans la lutte contre la pauvreté, pour que la dimension sociale de l'Europe soit concrète, il y a un énorme travail à poursuivre.

Je souhaite continuer à m'investir sur ces sujets comme je le fais depuis quinze ans. C'est au nom de la défense des plus vulnérables que j'ai accepté de rentrer au gouvernement en 2007 et cela a été le fil rouge de l'équipe que j'ai animée, petite équipe qui partage cette passion pour le progrès social et pour la recherche des voies les plus étroites pour faire avancer les grandes causes.

Je me suis efforcé de ne pas changer de cap en entrant au gouvernement, en devenant haut commissaire aux solidarités actives contre la pauvreté et haut commissaire à la jeunesse et en acceptant les fonctions que le Président de la République a bien voulu me confier. Je ne changerai pas de cap après. Au gouvernement, je n'ai pas renié mes convictions forgées dans 13 ans d'engagement associatif et vingt ans de services publics. En quittant le gouvernement, je ne démissionne pas des engagements et des combats qui m'animent.

Martin HIRSCH